

secteurs prometteurs. Les deux gouvernements constatent l'année suivante que, si l'objectif est louable, la méthode retenue laisse à désirer. Il se révèle trop difficile de mettre au point une approche sectorielle pleinement satisfaisante. Il faut trouver d'autres solutions.

Le premier sommet entre le Premier ministre Mulroney et le Président Reagan se tient les 17 et 18 mars 1985 à Québec. Il marque le début d'un effort de coopération en vue de conclure un nouvel accord commercial. Les deux dirigeants conviennent d'accorder la plus haute priorité à la recherche de moyens mutuellement acceptables de réduire et d'éliminer les obstacles commerciaux existants de façon à maintenir et à faciliter les courants des échanges et des investissements. Ils chargent les ministres du Commerce des deux pays d'examiner tous les moyens possibles de réduire et d'éliminer ces obstacles.

Six mois plus tard, les deux dirigeants procèdent à un échange de lettres par lequel ils engagent leurs gouvernements respectifs à s'efforcer de négocier "un nouvel accord commercial prévoyant le plus large ensemble possible de réductions mutuellement avantageuses des obstacles au commerce des biens et services". Cet effort est couronné par l'entente historique signée le 4 octobre 1987. Le secrétaire au Trésor, James Baker, le représentant du Président pour les questions commerciales, Clayton Yeutter, et le sous-secrétaire au Trésor, Peter McPherson, travaillant en étroite collaboration avec l'ambassadeur Peter Murphy, du côté américain, de même que le ministre des Finances, Michael Wilson, le ministre du Commerce extérieur, Pat Carney, le chef de cabinet du Premier ministre, Derek Burney, et l'ambassadeur aux négociations commerciales, Simon Reisman, du côté canadien, s'entendent sur les éléments d'un nouvel accord commercial bilatéral.

Pendant les sept semaines qui suivent, les négociateurs, appuyés par leurs équipes d'avocats, mettent la dernière main à l'Accord, qui est déposé à la Chambre des communes le 11 décembre.

Des avantages pour tous les Canadiens

L'accord commercial canado-américain est le plus important accord du genre jamais conclu par le Canada. Il couronne près d'un siècle d'efforts pour assurer l'ouverture et la stabilité des marchés.

Les Canadiens vivent du commerce extérieur. Plus de 30 % du revenu national en provient; plus de trois millions d'emplois en dépendent, tout comme les agriculteurs, les pêcheurs, les fabricants et les sociétés de service de nombreux secteurs. Les règles commerciales conditionnent l'ouverture